



# Le Saint-Siège

---

**MESSAGE DU PAPE PAUL VI  
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES  
AU SUJET DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE  
SUR LE DÉSARMEMENT**

*Ce texte a été lu devant l'Assemblée plénière du 7 juin*

*par Mgr Agostino Casaroli,*

*Secrétaire du Conseil des affaires publiques de l'église.*

*Monsieur le Président,  
Messieurs les Représentants des Etats membres  
des Nations Unies,*

A l'occasion de la Session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de consacrer au problème du désarmement, il existe une attente, largement répandue, dont Nous avons reçu l'écho. Le Saint-Siège n'a-t-il pas quelque chose à dire sur un sujet d'une si brûlante actualité et d'une si vitale importance pour l'avenir du monde?

Sans être membres de votre Organisation, le Saint-Siège en suit les multiples activités avec la plus grande attention et avec une profonde sympathie, il en partage les préoccupations et les généreuses intentions. Nous ne pouvons rester insensible à une pareille attente.

Nous accueillons donc bien volontiers la possibilité qui Nous est donnée d'adresser une fois encore notre parole à l'Assemblée générale des Nations Unies, comme Nous avons eu l'honneur de le faire, en personne, en cet octobre 1965 déjà lointain. La circonstance présente est en effet absolument exceptionnelle dans la vie de votre Organisation et pour l'humanité tout entière.

1. Nous venons à vous, aujourd'hui encore, dans l'esprit et avec les sentiments de notre première

rencontre, dont le souvenir est toujours vif et cher à notre cœur. Recevez notre salutation respectueuse et cordiale.

Nous venons à vous comme représentant d'une Eglise qui réunit dans son sein plusieurs centaines de millions de personnes réparties dans tous les continents, mais avec la conscience de donner une voix, en même temps, aux aspirations et aux espérances d'autres centaines de millions d'hommes, chrétiens et non-chrétiens, croyants et non-croyants: Nous voudrions les rassembler, comme en un immense chœur qui s'élève vers Dieu et vers ceux qui ont reçu de Dieu la responsabilité du sort des nations.

2. Notre parole veut être, avant tout, une parole de félicitation pour avoir résolu d'affronter avec décision, en ce haut lieu, le problème du désarmement. C'est un acte de courage et de sagesse. C'est la réponse à une exigence extrêmement grave et urgente.

Notre parole est aussi une parole de compréhension. Nous connaissons les exceptionnelles difficultés que vous devez affronter et Nous nous rendons bien compte du poids de vos responsabilités, mais Nous avons confiance dans le sérieux et la sincérité de votre engagement.

Notre parole veut surtout être - si vous le permettez - une parole d'encouragement.

3. Si les peuples manifestent tant d'intérêt pour le thème de votre débat, c'est parce qu'ils croient de désarmer c'est, en premier lieu, enlever à la guerre ses moyens: la paix est leur rêve, leur plus profonde aspiration.

La volonté de paix est aussi le motif, noble et profond, qui vous a amenés à cette Assemblée. Mais aux yeux des hommes d'Etat, le problème du désarmement se présente sous une forme bien plus articulée et bien plus complexe.

Affronté à la situation telle qu'elle est, l'homme d'Etat se demande, non sans raison, s'il est juste et s'il est possible de ne pas reconnaître aux membres de la Communauté internationale le droit de pourvoir eux-mêmes à leur légitime défense, et donc de se procurer les moyens nécessaires à un tel but.

Et forte est la tentation de se demander si la meilleure protection possible de la paix ne continue pas, en réalité, à être assurée, fondamentalement, par le vieux système de l'équilibre des forces entre les divers Etats ou groupes d'Etats. Une paix désarmée est toujours exposée au danger; sa faiblesse même est une incitation à l'attaquer.

Sur cette toile de fond, on pourra et on devra - dit-on - développer, parallèlement, des efforts visant, d'une part, à perfectionner les méthodes et les organismes destinés à prévenir et à résoudre pacifiquement conflits et affrontements; et, d'autre part, à rendre moins inhumaines les

guerres que l'on ne parvient pas à éviter. En même temps, on pourra et on devra chercher à réduire mutuellement les arsenaux de guerre, d'une manière qui ne rompe pas les équilibres existants, tout en affaiblissant la tentation d'avoir recours aux armes et en allégeant les énormes budgets militaires.

Telle paraît être la voie du réalisme politique. Elle se réclame de la raison et de l'expérience. Aller au-delà apparaît aux yeux d'un grand nombre comme une tentative inutile, voire périlleuse.

4. Disons tout de suite que tout progrès substantiel tendant à améliorer les mécanismes de prévention des conflits, à éliminer les armes particulièrement dangereuses et inhumaines, à abaisser le niveau des armements et des dépenses militaires, sera salué par Nous comme un résultat extrêmement précieux et bénéfique.

Mais cela ne suffit pas encore. La question de la guerre et de la paix, en effet, se pose aujourd'hui en termes nouveaux.

Non pas que les principes aient changé. L'agression d'un Etat contre un autre était illicite hier comme elle l'est aujourd'hui. Même dans le passé, un «acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants» était un «crime contre Dieu et contre l'homme lui-même» (*Gaudium et Spes*, 80). Et la guerre - bien qu'il faille honorer l'héroïsme de ceux qui sacrifient jusqu'à leur vie au service de la patrie ou d'une autre noble cause - a toujours été, en elle-même, un moyen suprêmement irrationnel et moralement inacceptable pour régler les rapports entre les Etats, demeurant sauf le droit de légitime défense.

Mais aujourd'hui, la guerre peut disposer de moyens qui en ont accru «démessurément l'horreur et la perversion» (*Ibid.*).

La logique immanente à la recherche des équilibres de forces pousse chacun des adversaires à tenter de s'assurer une certaine marge de supériorité, de peur de se trouver en situation de désavantage. Cette logique, conjuguée avec les progrès vertigineux de l'humanité dans les domaines de la science et de la technique, a conduit à découvrir des instruments de destruction toujours plus sophistiqués et plus puissants. Ils en sont venus à s'accumuler et, en vertu d'un processus presque autonome, tendent à s'engendrer sans cesse, dans une escalade continue, tant quantitative que qualitative, avec une immense dépense d'hommes et de moyens, jusqu'à atteindre, dès aujourd'hui, un potentiel amplement capable d'anéantir toute vie sur la planète.

Les développements de l'armement nucléaire constituent un chapitre spécial, certainement le plus typique et le plus impressionnant, de cette quête de sécurité par l'équilibre des forces et de la peur. Mais peut-on oublier aussi les «progrès» réalisés et à réaliser encore, hélas! Dans le secteur des autres armes de destruction massive ou capables de produire des effets particulièrement dommageables, armes que l'on estime douées, par là même, d'une particulière force de

«dissuasion»?

Mais si «l'équilibre de la terreur» a pu et peut encore servir pour quelque temps à éviter le pire, penser que la course aux armements puisse se poursuivre ainsi, indéfiniment, sans provoquer une catastrophe, serait une tragique illusion.

Certes le raisonnement concerne surtout, au moins directement, les grandes Puissances et les pays qui forment bloc avec elles, mais il serait bien difficile que les autres pays puissent ne pas se sentir concernés.

L'humanité se trouve donc obligée de faire retour sur elle-même et de se demander où elle est en train d'aller, ou mieux, de se précipiter; de se demander surtout si le point de départ n'est pas profondément erroné et ne devrait donc pas être radicalement modifié.

Les raisons d'un changement de ce genre - qu'elles soient des raisons d'ordre moral, de sécurité ou d'intérêt particulier et général - ne manquent certes pas.

Mais, est-il possible de trouver un substitut à la sécurité – si peu sûre et si coûteuse qu'elle soit - que chacun cherche à s'assurer en se procurant les moyens de sa propre défense?

5. Peu de problèmes apparaissent aujourd'hui aussi inévitables et difficiles que celui du désarmement. Peu de problèmes répondent autant aux besoins et à l'attente des peuples, et sont aussi susceptibles en même temps de provoquer la méfiance, le scepticisme et le découragement. Peu de problèmes exigent, de la part de ceux qui doivent les affronter, autant de ressources d'idéal et un sens aussi aigu des réalités. C'est un problème qui se situe, semble-t-il, au niveau d'une vision prophétique, ouverte aux espérances de l'avenir; et pourtant, on ne peut pas vraiment s'y affronter sans rester solidement appuyé sur la dure réalité concrète du présent.

Le désarmement requiert donc un effort extraordinaire d'intelligence et de volonté politique, de la part de tous les membres de la grande famille des nations, pour concilier des exigences qui semblent se contredire et s'éliminer mutuellement.

Le problème du désarmement est substantiellement un problème de confiance mutuelle. Il serait donc vain, pour une grande part, de chercher des solutions possibles aux aspects techniques du désarmement si l'on ne réussit pas à guérir à la racine la situation qui sert d'humus à la prolifération des armements.

Même la terreur des nouvelles armes risque d'être inefficace, dans la mesure où ne sont pas garanties, par d'autres voies, la sécurité des Etats et la solution des problèmes qui peuvent les faire s'affronter sur des points vitaux pour eux.

Il est donc indispensable, si l'on veut - comme cela s'impose - faire des pas substantiels sur la route du désarmement, de trouver le moyen de remplacer «l'équilibre de la terreur» par «l'équilibre de la confiance».

Mais, pratiquement, cela est-il possible? Et dans quelle mesure?

Un premier pas consiste certainement à la chercher à améliorer avec bonne foi et bonne volonté l'atmosphère et la réalité des rapports internationaux, spécialement entre les grandes Puissances et les blocs d'Etats. De cette manière, les craintes et les soupçons qui les divisent aujourd'hui pourront diminuer, et il leur sera plus facile de croire à la réelle volonté de paix réciproque. Il s'agit d'un effort long et compliqué, mais que Nous voudrions encourager de toute notre force.

La détente, entendue dans son sens authentique, c'est-à-dire fondée sur une volonté éprouvée de respect mutuel, conditionne la mise en route d'un véritable processus de désarmement. A leur tour, les mesures de désarmement, équilibré et opportunément contrôlé, aident la détente à progresser et à s'affermir.

Toutefois la situation internationale est trop exposée aux mutations et aux caprices toujours possibles de volontés tragiquement libres. Une solide confiance internationale suppose donc aussi des structures objectivement aptes à garantir par des voies pacifiques la sécurité et le respect ou la reconnaissance du bon droit de tous contre des mauvaises volontés toujours possible; autrement dit, cela suppose un ordre international qui soit à même de donner à tous ce que chacun, aujourd'hui, cherche à s'assurer par la possession et la menace des armes, quand ce n'est pas par leur emploi.

Mais ne risque-t-on pas de tomber ainsi dans l'utopie?

Nous croyons pouvoir et devoir répondre résolument: non. Il s'agit, il est vrai, d'une tâche extrêmement ardue, mais qui n'est pas inaccessible à la ténacité et à la sagesse d'hommes conscients de leurs propres responsabilités devant l'humanité et devant l'histoire: surtout devant Dieu. C'est dire la nécessité d'une conscience religieuse supérieure. Même ceux qui ne se réfèrent pas à Dieu peuvent et doivent reconnaître les exigences fondamentales de la loi morale que Dieu a inscrite au fond du cœur des hommes et qui doit régler leurs rapports mutuels sur la base de la vérité, de la justice et de l'amour.

A l'heure où les horizons de l'humanité s'élargissent démesurément au-delà des confins de notre planète, Nous nous refusons à croire que l'homme, animé d'une telle conscience, ne soit pas capable d'exorciser le démon de la guerre qui menace de le détruire, même si cela lui demande d'immenses efforts et un renoncement raisonnable à d'antiques concepts qui continuent à opposer entre eux peuples et nations.

6. En faisant nôtre et en vous exprimant à nouveau le vœu et les angoisses d'une humanité qui aspire à la paix et qui en a besoin, Nous sommes conscient que le chemin qui doit conduire à l'avènement d'un nouvel ordre international capable d'éliminer les guerres et leurs causes, et par conséquent de rendre superflues les armes, ne pourra pas, en tous cas, être aussi court que Nous le voudrions.

Il sera donc indispensable d'étudier et de promouvoir, en attendant, une stratégie - progressive, mais presque impatiente en même temps, équilibrée mais courageuse - de la paix et du désarmement, le regard et la volonté fixés sur l'objectif ultime d'un désarmement général et complet.

Nous n'avons pas compétence ou autorité pour vous indiquer les méthodes et les mécanismes d'une telle stratégie qui présuppose, de toute façon, la mise au point de systèmes internationaux de contrôle sûrs et efficaces. Nous croyons cependant qu'il y a un commun accord avec vous sur la nécessité d'établir quelques priorités dans l'effort visant à arrêter la course aux armements et à réduire le poids des armes existantes.

a) L'armement nucléaire occupe certainement la première place : c'est la menace la plus effrayante qui pèse sur l'humanité. Tout en appréciant hautement les initiatives prises jusqu'à présent dans ce secteur, Nous ne pouvons qu'encourager tous les pays, et en particulier ceux qui en ont la principale responsabilité, à continuer et à développer ces initiatives, en ayant comme objectif final l'élimination totale de l'arsenal atomique. En même temps, on devra trouver les moyens de rendre accessibles à tous les peuples les immenses ressources de l'énergie nucléaire pour leur usage pacifique.

b) Viennent ensuite les armes de destruction massive, déjà existantes ou possibles, comme les armes chimiques, radiologiques ou de tout autre genre, et celles qui frappent sans discrimination ou, pour employer une expression elle-même assez cruelle, qui ont des effets cruels à l'excès et sans nécessité.

c) Une mention est à faire également du commerce des armes conventionnelles, qui sont, pour ainsi dire, le principal aliment des guerres locales ou limitées. Devant l'immensité de la catastrophe que signifierait pour le monde ou pour des continents entiers une guerre qui recourrait à tout l'arsenal des armes stratégiques et autres, de tels conflits peuvent paraître de moindre importance, sinon négligeables.

Mais les destructions et les souffrances qu'ils causent aux populations qui en sont les victimes ne sont pas inférieures à celles qui seraient provoquées, à une tout autre échelle, par un conflit général. De plus, l'augmentation des budgets d'armement peut étouffer l'économie de pays souvent encore en voie de développement. Sans compter, ensuite, le danger que, dans un monde devenu désormais petit et dans lequel les différents intérêts interfèrent et s'opposent, un conflit

local pourrait peu à peu provoquer de beaucoup plus vastes incendies.

7. La course aux armements est un objet de scandale; la perspective du désarmement est une grande espérance. Le scandale concerne la disproportion criante entre les ressources d'argent et d'intelligence vouées au service de la mort et celles qui sont consacrées au service de la vie. L'espérance est que, en diminuant les dépenses militaires, une part substantielle des immenses ressources qu'elles absorbent aujourd'hui puissent 'être employées dans un vaste projet de développement mondial.

Nous ressentons le scandale, Nous faisons nôtre l'espérance.

Dans cette même enceinte qui vous rassemble aujourd'hui, Nous nous étions permis de renouveler, le 4 octobre 1965, l'appel lancé à tous les Etats, à l'occasion de notre voyage à Bombay au mois de décembre précédent, à «consacrer au bénéfice des pays en voie de développement une partie au moins des économies qui peuvent être réalisées grâce à la réduction des armements».

Nous répétons maintenant cet appel avec encore plus de force et d'insistance, en invitant tous les pays à l'étude et à la mise en œuvre d'un plan organique dans le cadre des programmes pour la lutte contre les inégalités, le sous-développement, la faim, la maladie, l'analphabétisation. La justice le réclame; l'intérêt général le recommande. Car le progrès de chacun des membres de la grande famille humaine profitera au progrès de tous et servira à établir plus solidement la paix.

8. Désarmement, nouvel ordre mondial, développement: trois impératifs inséparablement liés, et supposant essentiellement un renouvellement de la mentalité publique.

Nous savons et Nous comprenons les difficultés que ces impératifs présentent. Mais Nous voulons et Nous devons fortement rappeler à votre conscience d'hommes responsables des destinées de l'humanité, les motifs très graves pour lesquels il est nécessaire de trouver le moyen de surmonter ces difficultés. Ne vous séparez pas sans avoir jeté les fondements et donné l'impulsion indispensable à la solution du problème pour lequel vous êtes ici réunis. Demain il pourrait être trop tard.

Mais, vous demanderez-vous, quelle contribution le Saint-Siège peut-il et veut-il apporter à cet immense effort commun pour le désarmement et pour la paix?

La question est légitime. Elle Nous place, à notre tour, face à nos responsabilités, vis-à-vis desquelles nos moyens sont très inférieurs à notre volonté.

Le Saint-Siège n'est pas une Puissance, et n'a pas, non plus, un pouvoir politique. Dans un traité solennel, il a déclaré qu'il «veut rester et restera étranger aux affrontements temporels entre les

Etats, et aux Congrès internationaux convoqués à cette fin, à moins que les parties opposées fassent un appel commun à sa mission de paix, se réservant, de toutes façons, de faire valoir son autorité morale et spirituelle» (*Traité du Latran*, art. 24).

Partageant vos problèmes, conscient de vos difficultés, fort de notre faiblesse elle-même, avec grande simplicité, Nous vous disons donc : si jamais vous croyez que le Saint-Siège puisse aider à surmonter les obstacles qui barrent le chemin de la paix, il ne s'abritera pas derrière l'argument de son caractère «intemporel», il ne se dérobera pas devant les responsabilités que des interventions souhaitées et sollicitées pourraient comporter, tant le Saint-Siège estime la paix, tant il aime la paix!

De toute façon, Nous continuerons à proclamer bien haut, sans Nous lasser, sans Nous décourager, le devoir de la paix, les principes qui en règlent le dynamisme, les moyens de la conquérir et de la défendre, en renonçant d'un commun accord aux armes qui menacent de la tuer en prétendant la servir.

Connaissant la force d'une opinion publique nourrie de solides convictions idéales enracinées dans la conscience, Nous continuerons à coopérer pour éduquer avec vigueur l'humanité nouvelle à la paix; à rappeler qu'il n'y aura pas de désarmement des armes, s'il n'y a pas de désarmement des âmes.

Nous continuerons à prier pour la paix.

Elle est le fruit de la bonne volonté des hommes, mais elle demeure continuellement exposée à des périls que la bonne volonté ne parvient pas toujours à maîtriser. C'est pourquoi la paix est toujours apparue à l'humanité, surtout, comme un don de Dieu. Nous la Lui demanderons: donne-nous la paix! Et- Nous Lui demanderons de guider vos travaux, afin que leurs résultats, immédiats et à venir, ne déçoivent pas l'espérance des peuples.

*Du Vatican, le 24 mai 1978.*

**PAULUS PP. VI**